

Élections départementales des 22 et 29 mars 2015
canton d'Agen 1



Le Département
notre bien commun
contre l'austérité



Karima **Djemai**
demandeur d'emploi

Thomas **Portes**
agent de maîtrise SNCF

remplaçante
Arlette **Daubaire**
enseignante retraitée

remplaçant
André **Mazière**
éducateur spécialisé retraité



Nos propositions

Pour un département plus solidaire, plus juste, plus humain

Nous souhaitons mener une politique créatrice d'emplois, une politique en faveur de l'action sociale et des services publics avant tout. Nous sommes opposés à la domination de la communauté d'agglomération d'Agen (fief de Jean Dionis du Séjour) sur les communes de la périphérie agenaise. Nous sommes favorables à la démocratie de proximité et opposés à la fusion et à la disparition des communes.

Renforcer toutes les solidarités Défendre et développer les services publics

Solidarité

- Opposition aux coupures d'eau dans le département. Favoriser la mise en place de médiation gestionnaire-usager;
- Remboursement par l'État de l'intégralité des dépenses RSA-APA-PCH pour faire face aux besoins de nos concitoyens dans la précarité;
- Refus de la discrimination et culpabilisation des bénéficiaires;
- Soutien actif aux associations œuvrant dans la lutte contre la précarité et l'exclusion;

Personnes âgées

- Création d'un pôle départemental

d'aide à l'autonomie. Le vieillissement doit échapper aux affairistes par la mise en place de réponses du secteur public et associatif: logements adaptés, foyers, maisons de retraite, maintien de l'APA+, maintien à domicile;

Jeunesse

- Nous nous engageons à ce que le conseil départemental soutienne les initiatives d'associations ou de communes: maison des jeunes...;
- Nous mettrons en place une bourse d'initiatives et de projets dans les domaines: économique, social culturel ou humanitaire en direction des jeunes;
- Renforcer les moyens attribués pour le bon fonctionnement des collèges (matériels pédagogiques);
- Recentrer les éducateurs de rue sur les quartiers d'habitat social, pour développer « le vivre ensemble » inter-

générationnel et interculturel;

- Santé préventive et éducative auprès des jeunes collégiens;
- Culture et sport: défendre le maintien de la compétence pour le département et développer le secteur en collaboration avec les associations;

Logement: un droit pour tous

- La politique départementale doit réellement prendre en compte les besoins dans leur diversité. La mixité sociale doit être l'objectif prioritaire par le « vivre ensemble »: âges, origine, profession, composition familiale... L'habitat social doit proposer un parcours locatif à nos concitoyens: habitat collectif, individuel, aide à l'accession à la propriété
- Participer à la réhabilitation de l'habitat insalubre ancien du canton;
- Mettre fin à la précarité énergétique par une action sociale adaptée

Transport

- Maintien de la gare d'Agen en centre-ville. Sa position est déterminante pour la dynamique agenaise, la ligne TGV

LGV Bordeaux-Toulouse un projet pharaonique

Coût: 7,1 milliards d'€ pour 253 km soit 28 millions du km

- 1 km de LGV = 30 crèches de 50 places ou 1 lycée de 850 élèves
- 2 km de LGV = 3 maisons de retraite de 85 lits
- 20 km de LGV = 1 hôpital neuf de 1 200 lits
- Perte de 3000 hectares de terre agricole et forêt
- 50 ans d'endettement
- Moins d'arrêts en gare d'Agen qu'actuellement

Une alternative existe: modernisation de la ligne actuelle

Cette alternative ferait gagner trente minutes entre Bordeaux et Toulouse pour un **coût de 2 milliards d'€** soit une économie pour l'État de 5 milliards d'€. L'écart de temps LGV-ligne modernisée ne serait que de 17 minutes;



pour le canton

in, orienté vers la création d'emplois, éco-responsable

doit être maintenue et nous sommes opposés à son transfert sur la rive gauche;

- Maintien de la gratuité des transports scolaires;
- Amélioration du réseau routier;

Écologie et environnement

- Incitation aux circuits courts et approvisionnements locaux (notamment pour les cantines de nos collègues), aide aux AMAP;
- Aide plus conséquente au financement de travaux de rénovation concernant l'isolation des maisons et des bâtiments publics (économie d'énergie);
- Création d'un service départemental de l'eau, soutien aux communes pour le retour en régie directe de la gestion de l'eau;
- Non à l'exploitation des gaz de schiste;

Développement économique

- Les zones économiques doivent être développées dans tout le Lot-et-Garonne afin de favoriser un meilleur maillage territorial et du développement local. Le projet de « mégalopole » de Sainte-Colombe est dangereux. Plutôt que créer du développement local, il va détruire le tissu économique existant.
- Nous proposerons l'étude d'une

implantation d'une zone économique entre Agen et Villeneuve-sur-Lot sur l'axe RN21 – Camélat – Passage d'Agen. Ce projet présente un intérêt certain: création d'un large bassin économique, bassin d'emplois, intérêt écologique car moins de déplacements urbains;

- Le maintien du TGV sur la ligne actuelle doit participer à nourrir l'économie départementale. Agen ne doit pas regarder passer les TGV;
- Soutien à toute initiative innovante en matière d'artisanat et de commerce
- Bourse d'initiative à destination des jeunes entrepreneurs;
- Moratoire sur la baisse des dotations de l'État aux collectivités (Lot-et-Garonne 4 millions d'euros en mois pour les collectivités);
- Pas de financement public de projet privé (PPP);

Démocratie locale et participative

- Nous sommes pour la création d'un statut de l' élu (faciliter l'accès aux salariés, aux mères de familles);
- Création de conseils cantonaux pour des comptes rendus de mandat, présentation du budget et des projets;
- Référendum sur tout projet d'envergure;
- Opposition au cumul des mandats

Ne vous trompez pas de colère

Relayée abondamment par les médias, surfant sur la crise, la peur, l'ignorance, cherchant à diviser et stigmatiser, soutenue en catimini par certains dirigeants de grandes multinationales, l'unique objectif de l'extrême droite n'est pas le bien commun mais le pouvoir à la caste des plus puissants, pour mener une politique ultra libérale et haineuse.

Notre vie quotidienne dépend pour beaucoup de décisions prises au niveau départemental (petite enfance, collège, culture, action sociale, logement, transports...). Contrairement à ce que l'on nous laisse croire, ces élections sont donc décisives.

Votre participation à ce scrutin est essentielle!

Pour un nouveau souffle dans notre canton, votez pour la liste qui vous ressemble et qui rassemble.



Nous nous adressons à l'ensemble de la population, aux laïques, aux gens de gauche et de progrès, aux écologistes, aux abstentionnistes et aux déçus du tandem Hollande-Valls.

Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs appliquent une **politique de rigueur**, en abondant dans le sens **des directives de Bruxelles qui privilégient la finance et les actionnaires au détriment de l'emploi, du pouvoir d'achat, des retraites et des services publics.**

Leur politique libérale nous a conduits à la crise que nous connaissons actuellement: austérité et augmentation régulière du chômage et de la précarité.

Pourtant **il y a de l'argent pour mener une autre politique autant toujours faire payer les gens modestes.**

- En luttant contre l'évasion fiscale (qui est évaluée à plus de 80 milliards d'euros par an).
- **En relevant le taux d'imposition des grandes entreprises (Total 11 milliards de bénéfices).**
- En taxant les revenus financiers (en 2014 les actionnaires ont reçu 56 milliards de dividendes)

En mettant fin aux cadeaux faits au grand patronat (le gouvernement lui a versé 41 milliards d'euros dans le cadre du crédit d'impôt compétitivité emploi

sans que le MEDEF s'engage sur aucun chiffre d'emploi).

Rappelons simplement qu'aujourd'hui dans le monde 1 % des riches possèdent 50 % des richesses mondiales.

La défense des acquis sociaux est pour nous un axe fondamental, c'est pourquoi nous nous opposons à la loi Macron, qui est un grave retour en arrière en matière de législation du travail.

Nous déplorons le désengagement de l'État et la baisse de dotation de 11 milliards aux départements. Cela se traduit déjà par des restrictions budgétaires et des coupes sévères, en particulier dans le secteur social et culturel.

Nous condamnons également la réforme territoriale; mesure antidémocratique qui éloigne les gens de leurs élus et prévoit la suppression des départements et des communes.

Nous voulons défendre **notre département dans sa diversité** et souhaitons le retour des services publics de qualité dans nos communes.

Nous voulons revitaliser la démocratie locale où les gens agiraient et décideraient ensemble.

Nous voulons garder le département à gauche. Le retour de la droite entraînerait une vraie régression sociale. Nous voulons un canton où l'emploi, l'innovation, l'action sociale et la jeunesse seraient des priorités.

